

TRAVAIL ET DROIT



Supplément au
Mouvement Syndical Belge
du 20 avril 1939.

Retenues sur les pourboires des garçons de café

Abus intolérables

ON se plaint parfois de la complication de la législation sociale, de la multiplicité des textes de loi qui la composent, du nombre considérable d'arrêtés royaux et de décrets ministériels.

Et il existe encore des lacunes qui rendent les abus possibles.

L'ingéniosité de certains patrons pour se glisser entre les mailles de la loi est inépuisable.

Cela a été prouvé dernièrement encore à propos de la loi du 7 juillet 1936.

Cette loi détermine qu'il ne peut plus être fait de retenue sur le salaire de l'ouvrier du chef des cotisations dues à des caisses de secours et de prévoyance. Dorénavant, la cotisation devra donc être versée volontairement, sans l'intervention du patron : c'est un moyen pour empêcher de porter atteinte à la liberté d'association.

Certains patrons — notamment de la région de Huy — n'ont pas trouvé mieux que de faire signer par leurs ouvriers une cession de créance en faveur d'une caisse de prévoyance. La cotisation n'était donc pas retenue, mais le salaire dû était tout de même diminué du montant (de la cotisation) cédé.

Il s'est trouvé un tribunal — le Tribunal correctionnel de Huy, jugement du 18 janvier 1937 — pour justifier cette infraction à la loi.

Et alors, d'aucuns se plaignent de ce que l'on veut trop préciser en matière de rédaction des lois sociales !

On ne peut pas trop préciser.

Ce qui se passe avec les pourboires des garçons de café le prouve une fois de plus.

La loi du 16 août 1887 interdit expressément la retenue sur les salaires, sauf dans quelques cas particuliers qu'elle spécifie.

Ce qui n'empêche pas que les garçons de café sont victimes de pratiques inouïes, qui consistent à les obliger à céder même plus de 10 p. c. des pourboires à leur patron ou au maître d'hôtel.

Il y a pour cela de nombreuses raisons, notamment le « mastic », salaire du maître d'hôtel, etc.

Mais, la raison principale, c'est que le patron oblige ses garçons à payer, avec une partie de leurs pourboires, certains membres de son personnel.

Or, on tolère ces pratiques.

C'est impossible, direz-vous : il faut tout de même que les pourboires soient considérés comme le salaire du garçon, et comme tel on ne peut faire les retenues défendues par la loi du 16 août 1887.

Vous vous trompez.

Pour cette infraction à la loi, aucun patron

de café, de restaurant ou d'hôtel n'a été poursuivi jusqu'à présent.

Il y a plus. Bien des jugements de Conseils de Prud'hommes refusent de faire rembourser aux garçons les sommes indûment retenues.

Cela, malgré le fait que l'article premier de la loi du 10 mars 1900 donne une définition très précise du salaire, qui s'applique incontestablement au pourboire; malgré une sentence de la Cour de Cassation en date du 10 février 1938, qui décide qu'en matière d'accident du travail, le salaire peut consister en pourboires; malgré quelques jugements judicieusement motivés du Conseil de Prud'hommes de Bruxelles (première

instance), qui admettent l'application de la loi de 1887.

Il conviendra, à ce propos, de faire voter un bout de loi rendant impossibles des abus de ce genre. Au demeurant, semblable loi existe déjà en France.

On se plaindra sans doute encore d'une extension de la législation sociale. Mais qui ne se rend pas compte que dans le cas qui nous occupe, comme dans beaucoup d'autres, la tâche du législateur serait considérablement allégée si la législation sociale existante était honnêtement appliquée.

Henri FAYAT.

Législation sociale

Liste clôturée au numéro du « Moniteur belge » du 10 avril 1939.

Réglementation du travail.

TRAVAIL DES FEMMES ET DES ENFANTS

A. R. du 15-III-1939 autorisant, conformément à l'article 8 du texte coordonné de la loi sur le travail des femmes et des enfants, le décalage des heures de nuit en ce qui regarde les femmes occupées dans l'industrie de la fabrication des tubes en papier de la région verviétoise (M. B. du 17-III-39).

TRAVAIL A DOMICILE

Comité national pour le travail à domicile. — Nomination d'un membre ouvrier suppléant. — A. R. du 28-I-39 (M. B. du 8-II-39).

Industrie armurière liégeoise à domicile. — Carnet de salaire. — A. R. du 8-II-39 (M. B. du 26-II-39).

MAIN-D'ŒUVRE ETRANGERE

A. M. du 2-II-39 portant modification du littéra d de l'article 14 de l'A. M. du 1-IV-36 (M. B. du 25-II-39).

CONGÉS ANNUELS PAYÉS

Institution d'un comité national paritaire chargé de délibérer exclusivement sur l'application des congés payés dans les activités d'ordre alimentaire pour lesquelles il n'est pas établi de commission paritaire particulière. — A. M. du 20-II-39 (M. B. du 8-III-39) et A. M. du 17-III-39 (M. B. du 1-IV-39).

A. R. du 31-III-39 portant création d'une caisse particulière de congés payés de l'alimentation (M. B. des 3-4-IV-39).

Coiffure. — A. R. du 31-III-39 déterminant les modalités spéciales d'application de la législation sur les congés annuels payés (M. B. des 3-4-IV-39).

Taux de congé supplémentaires. — A. R. du 6-IV-39 fixant les date et mois des applications de ces dispositions (M. B. du 9-IV-39).

Police industrielle.

Peinture au pistolet à air comprimé. — A. R. du 24-I-39 modifiant et complétant l'A. R. du 14-IV-30 (M. B. du 2-II-39).

Assurances sociales.

Loi portant prescription exceptionnelle en matière sociale. — Loi du 23-I-39 (M. B. du 11-II-39).

ACCIDENTS DU TRAVAIL

A. R. du 23-III-39 modifiant le règlement général de l'assurance contre les accidents du travail (M. B. du 6-IV-39).

ASSURANCE-VIEILLESSE

Caisse de Prévoyance en faveur des ouvriers mineurs. Commissions administratives. — Nominations. — A. R. du 28-II-39 (M. B. du 19-III-39).

CHOMAGE ET PLACEMENT

Conseil général de l'O.N.P.C. — Nomination d'un membre. — A. R. du 27-XII-38 (M. B. du 15-II-39).

— Nomination d'un membre. — A. R. du 28-I-39 (M. B. du 18-II-39).

Agréation d'une bourse libre du travail. — A. M. du 17-II-39 (M. B. du 3-III-39).

Commission des recours en matière de chômage. — Nomination. — A. R. du 8-II-39 (M. B. du 8-III-39).

Loi du 24-XII-38. — A. R. du 15-III-39 en réglant l'exécution (M. B. du 18-III-39).

Réadaptation professionnelle des chômeurs. — A. M. du 25-III-39. Exécution de l'article 2 de l'A. R. du 16-I-39 (M. B. du 1-IV-39).

ALLOCATIONS FAMILIALES

Nomination d'un commissaire du Gouvernement près de la Caisse mutuelle nationale d'allocations familiales. — A. R. du 2-II-39 (M. B. du 11-III-39).

Agréation provisoire de sections mutuelles d'allocations familiales (Application de la loi du 10-VI-39). — A. M. du 15-III-39 (M. B. du 26-III-39).

Allocations familiales pour non-salariés. — A. R. du 20-III-39 instituant l'Office auxiliaire d'affiliation et de perception des cotisations.

— A. M. du 21-III-39. — Assujettis de plein droit à la Caisse mutuelle auxiliaire ou à l'Office auxiliaire d'affiliation et de perception des cotisations.

— A. R. du 22-III-39 relatif au recouvrement des cotisations.

— A. M. du 23-III-39 relatif aux cotisations et allocations afférentes à l'année 1938 (M. B. du 29-III-39).

MUTUALITÉS

Fédérations et sociétés mutualistes. — Homologation de nouvelles dispositions statutaires de 110 fédérations et sociétés mutualistes. — A. R. du 28-I-39 (M. B. du 22-II-39).

Sociétés mutualistes. — Fusion. — A. R. du 3-II-39 (M. B. du 2-II-39).

— Reconnaissance légale. — A. R. du 21-II-39 (M. B. du 16-III-39).

— Homologation des nouvelles dispositions statutaires de 155 fédérations et sociétés mutualistes. — A. R. du 15-III-39 (M. B. du 30-III-39).

Juridiction et conciliation.

CONSEILS DE PRUD'HOMMES

Conseil de Prud'hommes d'Alost. — Nomination d'un président. — A. R. du 26-I-39 (M. B. des 13-14-II-39).

Conseil de Prud'hommes de Fontaine-l'Évêque. — Nomination d'un président. — A. R. du 26-I-39 (M. B. des 13-14-II-39).

Conseil de Prud'hommes de Verviers. — Nomination d'un président. — A. R. du 26-I-39 (M. B. des 13-14-II-39).

— Désignation d'un assesseur juridique. — A. R. du 26-I-39 (M. B. des 13-14-II-39).

Conseil de Prud'hommes d'Andenne. — Désignation d'un assesseur juridique. — A. R. du 26-I-39 (M. B. des 13-14-II-39).

Conseil de Prud'hommes de Mons. — Désignation d'un assesseur juridique. — A. R. du 26-I-39 (M. B. des 13-14-II-39).

Conseil de Prud'hommes d'Alost. — Nomination d'un président. — A. R. du 8-II-39 (M. B. du 6-III-39).

Commissions paritaires.

COMITÉS NATIONAUX

Commerce du poisson et industrie de la sauriserie. — Institution d'un C. N. — A. M. du 6-II-39 (M. B. des 20-21-II-39).

Industrie du meuble. — C. N. — Composition. — Modification. — A. M. du 3-II-39 (M. B. des 20-21-II-39).

Industrie de la floconnerie. — C. N. — Composition. — Modification. — A. M. du 11-II-39 (M. B. du 22-II-39).

Industrie et commerce du bois. — C. N. — Composition. — Modification. — A. M. du 14-II-39 (M. B. du 25-II-39).

Industrie et fabrication des margarines. — C. N. — Composition. — Modification. — A. M. du 17-II-1939 (M. B. du 3-III-39).

Commission mixte de la sidérurgie. — Composition. — Modification. — A. R. du 8-II-39 (M. B. du 6-III-39).

Abattoirs, boucheries et charcuteries. — C. N. — Composition. — Modification. — A. M. du 3-III-1939 (M. B. du 18-III-39).

Industrie et commerce du bois. — C. N. — Composition. — Modification. — A. M. du 6-III-39 (M. B. du 18-III-39).

Industrie photographique. — C. N. — Composition. — Modification. — A. M. du 24-III-39 (M. B. du 5-IV-39).

COMITÉS RÉGIONAUX

Port d'Anvers. — Industrie de la réparation de navires. — Composition. — Modification. — A. M. du 4-II-39 (M. B. du 18-II-39).

Industrie du vêtement pour hommes. — C. R. de la Flandre occidentale. — Composition. — Modification. — A. M. du 18-II-39 (M. B. du 8-III-39).

Port de Gand. — C. R. — Composition. — Modification. — A. M. du 22-III-39 (M. B. du 6-IV-39).

Carrières, cimenteries et fours à chaux du Tournaisis. — C. R. — Composition. — Modification. — A. M. du 24-III-39 (M. B. du 9-IV-39).

Industrie de la bonneterie de la région du Tournaisis. — C. R. — Composition. — Modification. — A. M. du 24-III-39 (M. B. du 9-IV-39).

Jurisprudence

ACCIDENTS DU TRAVAIL

Tribunal de Première Instance de Bruxelles (Onzième Chambre)

21 janvier 1939.

Deleener c/ X...

Accident du travail. — Révision. — Aggravation alléguée. — Nécessité d'un fait nouveau.

Lorsque l'expert, commis par le tribunal en vue de rechercher si l'état actuel de la victime s'est aggravé ou amélioré depuis le jugement définitif qui a fixé le degré d'incapacité permanente à 15 p. c., s'est borné à déclarer que l'état d'incapacité qu'il fixe à 25 p. c., ne s'est ni amélioré ni aggravé depuis le dit jugement et s'est même stabilisé antérieurement à celui-ci, ce taux de 25 p. c. ne peut être admis sans violer la chose jugée et n'implique pas une action en révision puisque l'expert ne relève l'existence d'aucun fait nouveau à l'appui de sa taxation d'incapacité.

Dans ces conditions, les actions en révision des deux parties sont non fondées.

Revu notre jugement interlocutoire du 31 mars 1938, lequel a reçu l'appel;

Entendu les parties en leurs conclusions et moyens;

Attendu que les actions originaires introduites respectivement les 5 novembre 1935 et 22 juin 1936, par l'appelant et par l'intimée, tendaient à la révision des indemnités allouées à l'appelant en exécution des lois coordonnées relatives à la réparation des accidents du travail;

Attendu que le premier juge, statuant sur l'action introduite à la requête de l'appelant, a, par jugement du 22 novembre 1935, débouté l'appelant de sa demande et statuant sur l'action introduite à la requête de l'intimée a, par jugement interlocutoire du 31 juillet 1936, désigné le docteur Delplanque en qualité d'expert judiciaire avec mission d'examiner l'appelant et de dire si une amélioration s'est produite dans l'état d'invalidité de celui-ci;

Attendu que l'appelant ayant relevé appel des jugements des 22 novembre 1935 et 31 juillet 1936, le tribunal de céans, a, par jugement interlocutoire du 31 mars 1938, joint les causes, déclaré les appels recevables, et avant faire droit, désigné en qualité d'expert, le docteur De Laet, avec mission « d'examiner l'appelant, de décrire son état actuel et de rechercher si son état s'est aggravé ou amélioré depuis le 24 juillet 1933 (le jugement du 31 mars 1938 aurait dû dire « le 24 juin 1933 », date du jugement

définitif fixant l'invalidité permanente à 15 p. c.) et s'il y a modification, en déterminer la mesure;

Attendu qu'il résulte du rapport d'expertise du docteur De Laet, déposé le 15 décembre 1938, enregistré, et produit en expédition régulière, que l'état de l'appelant ne s'est ni amélioré, ni aggravé, depuis le 24 juillet 1933;

Qu'au contraire, son état doit être considéré comme stabilisé depuis 1932;

Attendu que le fait que l'expert évalue à 25 p. c. l'invalidité de l'appelant, alors que le jugement définitif du 24 juin 1933 avait fixé cette incapacité à 15 p. c., ne peut constituer une aggravation au sens de l'article 28, alinéa 2, des lois coordonnées relatives à la réparation des accidents du travail;

Attendu, en effet, que l'expert ne relève l'existence d'aucun fait nouveau qui n'aurait pas été soumis à l'appréciation du tribunal, lorsqu'il a rendu le jugement du 24 juin 1933, fixant à 15 p. c. l'incapacité de travail permanente de l'appelant;

Attendu que le tribunal ne pourrait admettre sans porter atteinte à l'autorité de la chose jugée, une demande en révision ayant pour unique objet de modifier le taux d'invalidité précédemment admis;

Attendu que c'est vainement que l'appelant fait état d'un certificat délivré le 29 octobre 1935 par son médecin traitant, le docteur Guesquière, de Hal, pour prétendre que son état s'est aggravé;

Attendu non seulement que ce certificat est antérieur aux investigations de l'expert judiciaire, mais aussi que c'est après avoir eu connaissance de ce certificat et s'être entouré de tous renseignements utiles auprès du docteur Guesquière, qui a assisté au premier examen de l'appelant par l'expert judiciaire, que ce dernier a conclu qu'il ne pouvait relever aucune amélioration depuis le 24 juillet 1933 et que l'état de l'appelant devait être considéré comme stabilisé depuis 1932;

Attendu qu'il apparaît donc que les demandes en révision, tant de l'appelant que de l'intimée sont non fondées.

Par ces motifs:

Le tribunal, statuant contradictoirement, rejetant toutes conclusions plus amples ou contraires, entérine le rapport d'expertise déposé le 15 décembre 1938, par le docteur De Laet; statuant sur l'action introduite à la requête de l'appelant, confirme le jugement du 22 novembre 1935; statuant sur l'action introduite à la requête de l'intimée, évoque la cause, déclare la demande non fondée, en déboute l'intimée; en ce qui concerne les dépens, condamne chacune des parties aux dépens de son instance; dit que chacune des parties supportera pour moitié les frais d'expertise du docteur De Laet.

Justice de Paix de Nivelles

2 décembre 1938.

Vanderlinden c/ X...

Accident du travail. — Réclamation injustifiée. — Expertise ordonnée. — Victime succombant. — Frais à sa charge.

Une victime ne peut imposer à la partie débitrice éventuelle d'indemnité, la charge de frais judiciaires, en poursuivant une action par caprice.

Tel est le cas lorsque les médecins traitants n'avaient relevé aucun symptôme objectif d'où pouvait découler une incapacité permanente, fût-elle partielle; qu'au contraire, le demandeur, en se plaignant de troubles dont la manifestation serait subjective, ne dit pas la vérité.

Revu notre jugement interlocutoire rendu en la cause, le 6 mai 1938;

Vu le rapport dressé par notre expert, M. le docteur en médecine, Arthur Demal, de Nivelles, du 29 octobre 1938;

Attendu que les parties ne discutent pas le rapport du dit médecin-expert et en demandent l'entérinement;

Attendu que ce rapport conclut qu'il n'existe plus chez le défendeur de séquelle des blessures dont il fut atteint le 25 novembre 1937, que la guérison est complète et sans reliquat fonctionnel et que la date de la consolidation des blessures est le 26 mars 1938;

Attendu que le demandeur échouant en son action, il n'existe nulle raison de mettre les dépens à charge de la défenderesse; que si une victime d'un accident du travail a droit à réparation complète, suivant les dispositions légales réglant la matière, elle ne peut imposer à la partie débitrice éventuelle d'indemnité, la charge de frais judiciaires, en poursuivant une action par caprice; qu'en l'occurrence, les médecins traitants de la victime n'avaient relevé aucun symptôme objectif d'où pouvait découler une incapacité permanente, fût-elle partielle;

Que l'examen complémentaire auquel procéda notre expert n'en relève pas plus; qu'au contraire, notre expert signale que certaines constatations l'obligent à conclure que le demandeur, en se plaignant de troubles dont la manifestation serait subjective, ne dit pas la vérité.

Par ces motifs:

Annexons au présent jugement le rapport de notre expert, M. le docteur Arthur Demal, de Nivelles; déboutons le demandeur de son action et le condamnons aux frais et dépens de celle-ci, liquidés à la somme de 2,343 fr. 25, non compris le coût de la minute du présent jugement.

Justice de Paix de Bruxelles (1^{er} canton)

27 mai 1937.

Tribunal de Première Instance de Bruxelles
(Onzième Chambre)

25 novembre 1937.

Veuve Regard c/ Abel et Le Patrimoine.

Accident du travail. — Assurance d'un entrepreneur de construction. — Accident à un plafonneur. — Exclusion.

L'assurance contre les accidents du travail qui couvre l'entreprise de maçonnerie de maisons de commerce et d'habitation, y compris le placement de la charpente en bois pour les immeubles construits par l'entreprise elle-même sans force motrice, sans transport par voiture attelée ni automobile, ne peut être étendue à d'autres travaux, notamment à l'accident survenu au cours du travail d'un ouvrier plafonneur.

Jugement du Juge de Paix de Bruxelles (1^{er} canton) du 27 mai 1937.

Attendu que le 10 mars 1937, Léon Regard, époux de la demanderesse, né le 5 février 1895, à Bonlez, et domicilié à La Haie-sous-Limal, fut victime d'un accident du travail ayant entraîné la mort, alors qu'il travaillait à un immeuble sis à Bruxelles, place Rouppe, étant au service du défendeur principal;

Attendu que la demanderesse, née le 27 juin 1893, réclame au défendeur principal, chef de l'entreprise où son mari fut accidenté, les indemnités prévues par l'article 4 de la loi du 24 décembre 1903: 1^o une somme de 750 francs pour frais funéraires; 2^o une rente viagère dont le montant est calculé en raison des âges des deux conjoints et sur la base de 30 p. c. de la somme de 13,200 francs, salaire annuel de la victime, soit 3,960 francs;

Attendu que le défendeur principal ne conteste pas l'exactitude des allégations de la demanderesse et le bien-fondé de ses prétentions, mais appelle en intervention et en garantie son assureur en vue de se faire décharger sur lui de toutes condamnations qui pourraient l'atteindre;

Attendu que l'appelée en garantie décline toute responsabilité; qu'elle fait observer que la convention avenue entre elle et l'appelant en garantie, en date du 20 juin 1927, couvre contre les accidents du travail « l'entreprise de maçonnerie de maisons de commerce et d'habitation, y compris le placement de la charpente en bois pour les immeubles construits par l'entreprise elle-même sans force motrice, sans transport par voiture attelée ni automobile »;

Attendu que le risque assuré a été nettement déterminé par le contrat d'assurance et ne peut être étendu à d'autres travaux que ceux de maçonnerie et de placement de charpente en bois;

Attendu que si l'appelant en garantie était entrepreneur général de constructions, comme il le déclare actuellement, il aurait dû prendre soin de le faire mentionner dans la police d'assurance et de ne pas limiter le risque aux entreprises de maçonnerie avec placement de charpentes, ce qui devait nécessairement exclure les risques de tous travaux de constructions;

Attendu que l'ouvrier plafonneur exerce un travail parfaitement distinct de l'ouvrier maçon ;

Attendu que l'appelant en garantie l'a si bien compris que lors d'un sinistre survenu le 1^{er} octobre 1927 à l'un de ses ouvriers plafonneurs, il prit soin d'indiquer dans sa déclaration d'accident, que cet ouvrier était employé comme « ouvrier maçon ».

Par ces motifs :

Le tribunal, vu les articles 4, 34, 37 et 41 de la loi du 15 juin 1935, statuant contradictoirement et en premier ressort, joignant les causes inscrites sous les numéros 9658 et 9766, disons la demande principale fondée ; condamnons le défendeur principal à payer à la demanderesse une somme de 750 francs pour frais funéraires ; le condamnons à constituer le capital de la rente de 3,960 francs à payer annuellement à la demanderesse, soit à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite, soit à un autre établissement agréé pour le service des rentes ; déclarons l'appel en garantie non fondé ; condamnons le défendeur principal et appelant en garantie à tous les dépens.

Tribunal de 1^{re} instance de Bruxelles (11^e Ch.),
du 25 novembre 1937.

Attendu que le premier juge a débouté l'appelant de l'action qu'il avait introduite aux fins de se faire garantir par la Société d'assurances intimée de la responsabilité qu'il encourt du chef d'un accident de travail mortel, dont l'un de ses ouvriers a été victime au cours de travaux de plafonnage, le 10 mars 1937 ;

Attendu que dans le contrat d'assurance, intervenant le 20 juin 1927, l'appelant a renseigné sa profession dans les termes suivants : « Entreprise de maçonnerie de maisons de commerce et d'habitation, y compris placement de charpentes en bois pour les immeubles construits par l'entreprise elle-même sans force motrice, sans transport par voiture attelée, ni automobile » ;

Attendu qu'à bon droit le premier juge a admis que les travaux de plafonnage ne rentraient pas dans la catégorie de ceux renseignés à la police d'assurance et que l'appelant l'a si bien compris que lors d'un sinistre survenu le 1^{er} octobre 1927, à un ouvrier plafonneur, il a pris soin d'indiquer dans sa déclaration d'accident que le dit ouvrier plafonneur était employé comme maçon ;

Attendu que l'accident dont il s'agissait alors s'était produit au cours de la pose de poutrelles en acier ;

Attendu qu'en l'espèce actuelle, la victime procédait à des travaux de plafonnage au 3^e étage ;

Qu'elle est tombée en brisant le garde-corps du 3^e étage au niveau de l'entresol ;

Attendu que les travaux de plafonnage n'étant pas compris dans le risque d'une entreprise dont l'objet est délimité par les termes du contrat, l'assurance ne peut être étendue aux risques afférents à des travaux non prévus.

Par ces motifs, confirme.

Justice de Paix du Canton de Marchienne-au-Pont

20 novembre 1935.

Vanderbaeten c/ « La Belgique Industrielle ».

Accident du travail. — Rixes entre ouvriers. — Absence de provocation de la part de la victime. — Risque professionnel couvert par la loi,

Les rixes entre ouvriers entraînant un accident à l'un d'eux au cours de l'exécution du contrat de travail, constituent des accidents du travail. La cause de l'accident résulte du voisinage d'un caractère brutal et désordonné.

La provocation intentionnelle de la part de la victime peut seule constituer une exception.

Attendu que la Caisse commune d'assurance contre les accidents du travail « La Belgique Industrielle », ayant son siège social à Liège, quai Marcellis, déclare intervenir volontairement en la cause, prendre fait et cause de la citée, demandant la mise hors cause sans frais de cette dernière et sollicite le bénéfice de la procédure gratuite ;

Au fond :

Attendu qu'il est de doctrine et de jurisprudence qu'en principe, les accidents causés au cours de l'exécution du contrat de travail et en des rixes survenues entre ouvriers constituent des accidents du travail, parce que le voisinage d'un compagnon brutal et batailleur donne lieu à un risque professionnel couvert par la loi. (Demeur, n° 1042 ; Namèche, n° 60.)

Attendu qu'il y aurait exception à ce principe au cas où l'accident aurait été intentionnellement provoqué par la victime ;

Attendu que tel n'est pas le cas en l'espèce ;

Attendu qu'on ne peut sérieusement prétendre que le coup violent porté en pleine figure par Depoitte à Vanderbaeten et qui a eu des conséquences graves, a été provoqué par les agissements de Vanderbaeten ;

Attendu que celui-ci se serait borné à lancer vers Depoitte un morceau de coke, deux heures avant l'agression, alors qu'il était à ce moment nettement provoqué lui-même par Depoitte qui, étant pontonnier, l'avait renversé d'une charge qu'il avait mise en mouvement par jeu ;

Attendu que Vanderbaeten aurait ensuite menacé Depoitte et lui aurait adressé une moquerie professionnelle ;

Attendu que ces gestes et paroles, provoqués eux-mêmes, ne peuvent être retenus à titre de provocation à l'acte brutal et grave de Depoitte ;

Attendu que la véritable cause de l'accident causé à Vanderbaeten réside dans l'obligation imposée par le contrat de travail, du voisinage d'un caractère brutal et désordonné ;

Attendu que, les parties ne s'étant pas mises d'accord sur les conséquences de l'accident du travail, il y a lieu de recourir à une expertise ;

Par ces motifs, nous, Juge de paix, donnons acte à la « Belgique Industrielle » susnommée de son intervention en la cause : de ce qu'elle prend fait et cause de la citée ; mettons cette dernière hors cause

sans frais
bénéfice
pert M.
lequel,
être dispe
visiter le
dûment c
son état,
quences d
les accide
la dépréci
dation de
opérations
déposé au
statué ce

Conseil

Contrat
Présompt

Les en
néaires s
rée de la

Attendu
salaire ga
trois mois
chef de r

Attendu
mée en so
Mais qu
mêmes ;

Qu'il e
acceptée
été nourri
été renvo

Qu'en
l'existenc
ment de l
même ;

Attendu
à une ind

Qu'il e
nel dans
saison, n
vale ;

Que ce
V. B...,
quête de
déclaré :
Mlle P...
ren... »,
engagée
deux moi

Attendu
l'intimée :

sans frais; accordons à la dite caisse commune le bénéfice du *Pro Deo*; désignons en qualité d'expert M. le docteur Bastin, de Marchienne-au-Pont, lequel, serment préalablement prêté à défaut d'en être dispensé par les parties, aura pour mission de visiter le demandeur en présence de la défenderesse dûment convoquée par lettre recommandée, décrire son état, déterminer toutes et chacune des conséquences de l'accident litigieux, eu égard à la loi sur les accidents du travail, fixer notamment le taux de la dépréciation professionnelle et la date de consolidation de la blessure; disons qu'il dressera de ses opérations et constatations un rapport motivé qui sera déposé au greffe de notre siège, pour être ensuite statué ce que de droit; dépens réservés.

— x —

CONTRATS D'EMPLOI

Conseil de Prud'hommes d'Appel de Bruges (Chambre pour Employés)

12 novembre 1937.

P. c/ P.

Contrat d'emploi. — Personnel d'hôtel à la mer. — Présomption limitant la durée. — Saison : 2 mois.

Les employés des hôtels dans les stations balnéaires sont présumés n'être engagés que pour la durée de la saison, soit pour environ 2 mois.

Attendu que l'action tend à l'obtention, outre le salaire gagné, d'une indemnité égale au traitement de trois mois, ainsi que de l'indemnité de logement, du chef de renvoi sans préavis;

Attendu que l'appelant conteste avoir pris l'intimée en son service;

Mais que pareil système est contredit par les faits mêmes;

Qu'il est, en effet, constant que l'intimée a été acceptée à l'Hôtel T... le 4 juillet 1936; qu'elle y a été nourrie et logée, y a rendu certains services et a été renvoyée le 21 du même mois;

Qu'en outre, en dehors de l'audition des témoins, l'existence d'un contrat d'emploi ressort suffisamment de la correspondance émanant de l'appelant lui-même;

Attendu, toutefois, que l'intimée ne peut prétendre à une indemnité de trois mois;

Qu'il est à présumer que l'engagement de personnel dans les stations balnéaires, fait au début de la saison, n'est fait que pour la durée de la saison estivale;

Que cela résulte, d'ailleurs, de la déclaration de V. B..., au cours de l'audition des témoins à la requête de l'intimée devant le premier juge, et qui a déclaré: « Il fut ajouté que *peut-être* durant l'hiver Mlle P... serait employée au Château de Tervuren... », ce qui confirme qu'à Ostende elle n'était engagée que pour la saison d'été, soit pour environ deux mois (4 juillet au 4 septembre);

Attendu que dans ces circonstances, il reviendrait à l'intimée:

pour 2 mois d'appointements à 1,000 francs par mois = 2,000 francs; 44 jours de nourriture et de logement (21 juillet au 4 septembre) à 9 francs par jour = 396 francs; au total: 2,396 francs.

Par ces motifs:

Le Conseil de Prud'hommes d'Appel de Bruges, Chambre pour Employés, statuant contradictoirement, dit l'appel recevable et en partie fondé, émendant et faisant ce que le premier juge aurait dû faire; condamne l'appelant à payer en vertu de ce qui précède la somme de 2,396 francs avec les intérêts judiciaires; déclare l'appelant exempt de toutes autres condamnations prévues contre lui par le jugement *a quo*; condamne chacune des parties à la moitié des frais exposés à ce jour et l'appelant à ceux de l'exécution éventuelle du présent jugement.

— x —

Conseil de Prud'hommes de Charleroi (*) (Chambre pour Employés)

20 janvier 1938.

D. c/ L. N.

Contrat d'emploi. — Contrat à l'essai. — Nécessité d'un écrit. — Moment de la rédaction.

Celui qui prétend que le contrat a été conclu à l'essai doit rapporter la preuve écrite de l'accord de son cocontractant, mais il n'est pas nécessaire que cet écrit soit rédigé au moment où le contrat est conclu.

Attendu que l'action tend au paiement de la somme de 2,250 francs à titre d'indemnité pour rupture, sans motif ni préavis, du contrat d'emploi liant les parties;

Attendu que par communication du 24 novembre 1937, la défenderesse informait le demandeur de ce qu'à partir du 30 novembre, elle mettait fin à ses services;

Qu'elle soutient avoir pu valablement agir de semblable façon, le demandeur ayant été engagé à l'essai le 6 octobre 1937;

Que le demandeur soutenant avoir été engagé verbalement et sans qu'il ait été question d'engagement à l'essai;

La défenderesse lui objecte que par communication du 23 octobre, elle le lui a spécifié, sans qu'il élevât à ce sujet une protestation quelconque;

Attendu que si la loi du 7 août 1922 exige que l'engagement à l'essai soit constaté par écrit, cet écrit ne doit cependant pas, suivant certaine jurisprudence (V. Prud. Appel Liège, 15 mars 1927, P. P. 1927, 235), être nécessairement dressé au moment où le contrat est conclu;

Mais attendu qu'il appartient à celui qui prétend que le contrat est à l'essai, de rapporter la preuve de l'accord de son cocontractant sur ce point;

Que tel n'est pas le cas en l'espèce, la lettre de

(*) Jugement emprunté à la revue *Jurisprudence du Louage d'Ouvrage*, de M^e L.-Th. Léger.

la défenderesse du 23 octobre 1937 étant restée sans réponse et la défenderesse étant dès lors en défaut de prouver que le demandeur a expressément accepté d'être engagé à l'essai;

Que le contrat liant les parties devant en conséquence être considéré comme un contrat définitif à durée indéterminée, il échet d'allouer au demandeur les fins de son exploit introductif d'instance.

Par ces motifs:

Le Conseil de Prud'hommes, Chambre pour Employés;

Dit l'action fondée;

Condamne la défenderesse à payer au demandeur la somme de 2,250 francs, soit trois mois d'appointements à titre d'indemnité, du chef de rupture de contrat d'emploi, sans motif ni préavis, le 30 novembre 1937, les intérêts judiciaires, frais et dépens de l'instance liquidés à 47 fr. 10, pour la citation seulement.

— x —

Conseil de Prud'hommes d'Appel de Bruges (Chambre pour Employés)

18 mai 1937.

M. c/ B.

Contrat d'emploi. — Suspension pendant le service militaire. — Début de la suspension.

La suspension d'un contrat d'emploi pour cause de prestations militaires prend cours à la date à laquelle ces prestations commencent réellement et non à la date à laquelle les parties avaient estimé que les prestations auraient dû être fournies.

Attendu que l'intimé a été en fonction chez l'appelant en qualité d'employé de bureau au traitement mensuel de 800 francs;

Attendu que l'action tend à obtenir le paiement de dommages et intérêts s'élevant à trois mois de traite-

ment du chef de rupture de contrat illégale en date du 15 juillet 1936;

Attendu que l'appelant conteste le renvoi et soutient que s'il a interdit à l'intimé l'accès au bureau, il l'a fait en exécution d'un contrat conclu entre parties;

Qu'en effet, la suspension du contrat d'emploi en cas de service militaire de l'intimé avait été prévue;

Attendu qu'il est sans intérêt d'examiner si la levée militaire avait été prévue pour le 15 juillet et qu'il n'y a lieu que de constater que cette levée eut lieu le 30 septembre suivant;

Que la cause de la suspension fut le service militaire, en dehors de toute autre considération de date;

Attendu que l'appelant défère de l'intimité de litis-décisoire suivant: « Je jure qu'il n'est pas vrai qu'il a été convenu avec M. M... que mon service dans son bureau prendrait fin provisoirement le 15 juillet 1936, quitte à le reprendre et continuer après la fin de mon service militaire. Ainsi m'aide Dieu »;

Attendu que l'intimé se déclare prêt à prêter serment, mais que la mesure visée semble superflue;

Que le service militaire prend cours à la date fixée par l'autorité militaire et non pas à celle présumée par les parties;

Que cette disposition est conforme aux stipulations de l'article 7 de la loi du 7 août 1922;

Et considérant que le fait d'interdire à l'intimé l'accès au bureau à la date du 15 juillet constitue une rupture de contrat illégale;

Par ces motifs:

Et ceux non contraires du premier juge, le Conseil de Prud'hommes d'appel de Bruges, Chambre pour employés, statuant contradictoirement et rejetant toutes autres conclusions, émendant le jugement *a quo*, dit l'appel recevable mais non fondé; condamne par conséquent l'appelant à payer à l'intimé l'indemnité de 2,400 francs avec les intérêts judiciaires et aux dépens des deux instances.